



**Motion adoptée au
6^{ème} congrès de l'UASEN-CGT Versailles
à Marly le Roi les 15 et 16 novembre 2007**



Motion d'actualité et d'appel à la journée d'action du 20 novembre 2007

La réussite de la mobilisation du 18 octobre et les nombreuses luttes en cours montrent qu'un nombre de plus en plus grand de salariés est en train de réaliser l'ampleur des attaques que le MEDEF et le gouvernement portent au monde du travail. Aujourd'hui ces salariés se battent pour leur emploi, pour obtenir des augmentations de salaires, pour leur statut, pour une vraie protection sociale (santé, retraite) accessible à tous. Le démarrage d'une grève reconductible le 14 novembre à l'appel d'intersyndicales larges dans plusieurs secteurs (SNCF, transports, Energie..) dont la reconduction est décidée dans les Assemblées Générales des grévistes pose clairement la question de la convergence des luttes avec celles des fonctionnaires le 20 novembre, avec les luttes qui se mènent dans le privé.

La remise en cause des régimes spéciaux de retraite est l'attaque la plus médiatisée. Sarkozy veut en faire un symbole, il veut obtenir la disparition définitive du droit à la retraite pleine après 37,5 annuités de cotisation. Il vient d'accorder aux plus riches un cadeau fiscal de 15 milliards d'euros alors que le retour à une durée de cotisation pour tous, salariés du privé comme du public, à 37,5 annuités ne coûterait que 7 à 8 milliards d'euros soit la moitié de ce cadeau fiscal. Il espère ainsi ouvrir la porte à l'allongement général de la durée du travail et permettre le passage aux 41 annuités en 2008, puis aux 42, 43, etc... En réalité, pour les salariés, la quasi impossibilité de partir en retraite à 60 ans. Le Président de la République montre sa conception du « dialogue social » : casse des acquis sociaux, aucune négociation, annonces démagogiques, intimidation et de vagues discussions sur le calendrier des réformes.

Dans notre secteur, la suppression de 11 200 postes à la prochaine rentrée, le recours toujours plus marqué à du personnel précaire, l'alourdissement de notre charge de travail, la casse de la carte scolaire constituent des attaques concertées pour mettre à mal le service public d'éducation. En supprimant des moyens depuis des années, réduction des postes, réduction de la formation initiale et continue, décentralisation des personnels ATOSS, l'Etat ne garantit plus le bon fonctionnement des établissements scolaires. Il devient alors logique de recourir au soutien scolaire privé, de renvoyer aux collectivités territoriales les enseignements sportifs ou artistiques, de substituer l'apprentissage privé à l'enseignement professionnel public, de mettre les établissements en concurrence,... L'attaque contre le statut des fonctionnaires, garantie de leur indépendance et de la pérennité de leurs missions, le recours à des salariés contractuels (enseignants, surveillants, administratifs) sans aucune garantie d'emploi et avec peu de défense face à la pression de leur employeur, sont les outils dont veut se doter le gouvernement pour détruire les fondations de notre système scolaire. Lorsque toutes ces attaques auront abouti, de quelles armes disposerons-nous encore pour défendre le principe d'une école qui offre à tous un accès gratuit au savoir sur l'ensemble du territoire ? Cette même volonté destructrice se manifeste à La Poste, dans la santé, dans les transports, à l'ANPE,... il s'agit de détruire ce qui constitue le socle de notre système social basé sur l'égalité et la solidarité.

.../...

Notre pouvoir d'achat régresse depuis de longues années. La stagnation de nos salaires et la hausse des prix de l'alimentation, de l'énergie, de l'eau, du logement, se traduisent par une perte de 6,5% de pouvoir d'achat depuis janvier 2000, plus de 25 % depuis 1982.

Nous appelons donc tous les salariés de l'Education nationale à se joindre massivement à la grève du mardi 20 novembre à l'appel de l'ensemble des fédérations de fonctionnaires. Nous appelons les salariés à se réunir sur leurs lieux de travail pour préparer et réussir ensemble cette journée de mobilisation qui doit clairement marquer un engagement interprofessionnel. **Nous appelons les personnels à participer massivement à la manifestation unitaire qui partira de la Place d'Italie à 14 heures en direction du ministère de la Fonction Publique vers la place des Invalides.**

Une grève de 24 heures ne fera pas plier le gouvernement. Il faut discuter dès maintenant dans les assemblées générales des personnels de la poursuite de l'action sous toutes ses formes y compris de la reconduction de la grève dans les secteurs les plus mobilisés. Nous voulons discuter avec les salariés de la nécessité de convergences interprofessionnelles et pousser à leur construction. Nous mandatos nos représentants pour mener les discussions intersyndicales pour faire vivre la plus large unité d'action autour de nos revendications, sans accepter les stratégies visant à retarder la mobilisation ou à empêcher la convergence souhaitées par les salariés.

Tous ensemble, par notre mobilisation, exigeons du gouvernement :

- ***l'ouverture immédiate de négociations sur les salaires et la revalorisation du SMIC à 1500 euros.***
- ***le recrutement et la formation de fonctionnaires en nombre suffisant pour permettre aux services publics d'assurer leurs missions.***
- ***Le réemploi, la formation et la titularisation immédiate des non titulaires dans l'Education Nationale comme dans l'ensemble de la Fonction Publique.***
- ***le droit à la retraite à taux plein pour tous après 37,5 annuités de cotisation et la reconnaissance de la pénibilité du travail.***
- ***la régularisation des sans-papiers pour leur permettre d'étudier, de travailler et de vivre dignement en France.***

**TOUS EN GREVE LE 20 NOVEMBRE
TOUS A LA MANIFESTATION UNITAIRE
14 HEURES PLACE D'ITALIE**